

Claude Chayet, premier représentant de la France à Pékin en 1964

La mission dont j'avais été chargé à Pékin, était une mission relativement simple : il s'agissait d'ouvrir les voies à l'ambassadeur qui devait arriver trois mois plus tard, c'est-à-dire lui trouver une place, une résidence et des bureaux dans lesquels il puisse exercer ses fonctions.

Avant votre départ, le général de Gaulle vous a reçu à l'Elysée. Pourriez-vous nous raconter cet entretien et nous dire quelles ont été les instructions du général de Gaulle ?

A ma surprise et après avoir été désigné pour exercer la qualité de chargé d'affaires à Pékin et ouvrir notre ambassade, j'ai appris qu'il serait convenable que je demande audience au président de la République. Je n'imaginai pas que le général de Gaulle recevrait un simple chargé d'affaires.

Quelques jours avant mon départ, vers le 15 février, celui-ci m'a reçu à l'Elysée pendant une demi-heure. Naturellement, j'étais très attentif aux propos que pouvait me tenir le Général de Gaulle. Ses vues m'ont paru très simples et de grand bon sens. Pour l'essentiel, il s'est référé à la conférence de presse qu'il avait tenue au palais de l'Elysée, consacrée très précisément à cette affaire et il m'a dit : « J'ai considéré qu'il était normal d'avoir des relations normales avec la Chine populaire. C'est un grand Etat, qui a de grandes traditions, une très longue civilisation. Nous avons sur ce point des caractères communs avec cet Etat. Et par conséquent, il est normal que nous reprenions des relations diplomatiques, que nous échangions des ambassadeurs et que nous nous fassions part, par leur entremise, de nos points de vue sur les grandes affaires de ce monde. Les régimes sont naturellement différents, mais ceci n'empêche pas d'avoir, dans certains domaines, des vues similaires, sinon peut-être analogues. Par conséquent, je considère qu'il est de bonne pratique, de bonne politique, d'entretenir des relations normales avec cet Etat. Nous aurons donc des relations normales, directes, quotidiennes au cours desquelles nous pourrions échanger nos points de vue, notamment, par exemple, sur les questions de désarmement, sur les questions de « la paix dans le monde », sur les problèmes économiques. Eh bien ! Mon Dieu, nous verrons ce qu'il en est. S'ils ont des besoins particuliers, nous avons une industrie qui est, dans bien des domaines, tout à fait à la pointe du progrès. Nous verrons comment peuvent se développer ces relations. Dans le domaine culturel, voilà un domaine extrêmement étendu dans lequel nous avons une vocation tout à fait particulière. Et il a ajouté cette phrase qui montre bien son sens de l'humour : « Il conviendrait d'ailleurs que davantage de Français apprennent le chinois et, réciproquement, que davantage de Chinois apprennent le français, pas tous bien sûr ! »

J'ajoute qu'à aucun moment au cours de cet entretien, le général de Gaulle n'a évoqué le mot « intérêt » au sens matériel. Nous avions un intérêt politique sans doute à avoir des relations normales avec cet Etat, mais à aucun moment le général de Gaulle ne m'a donné à penser qu'il voyait une espèce de manœuvre intéressée dans cet acte politique qu'il venait de décider. Autrement dit, il ne s'attendait pas du tout à ce que nous en tirions un bénéfice matériel. Ses vues se plaçaient très haut, vraiment tout à fait au dessus de ces considérations matérielles. A la fin de l'entretien, il m'a demandé si j'avais des questions à lui poser. Je lui ai demandé, puisque je serai à Pékin et que nous n'avions pas, à ma connaissance, d'ambassade, si je devais réclamer notre ancienne ambassade. Il m'a demandé pourquoi je lui posais la question et je lui ai dit que l'ambassade avait été mise sous séquestre par les autorités chinoises, que celle-ci se trouvait dans l'ancien quartier des concessions, et que l'ancien quartier des concessions était naturellement un mauvais souvenir, « une tache », c'est l'expression que j'avais employée, dans l'histoire de la Chine ; et que les Chinois seraient probablement assez

réticents pour nous rendre notre ambassade. Et le général de Gaulle de répondre : « Il n'y a pas de pays qui n'ait pas de taches dans son histoire. Vous réclamerez une ambassade ». Je lui ai demandé aussi si je pouvais confirmer aux autorités chinoises à mon arrivée que dans le délai de trois mois prévus par le communiqué de Shanghai, il y aurait une chance d'ambassadeur, c'est-à-dire pratiquement avant le 30 avril. Et le Général de me répondre : « Vous pouvez certes leur confirmer. J'ai d'ailleurs réfléchi à cette affaire et je pense que mon ambassadeur au Sénégal, Monsieur Lucien Paye, fera l'affaire. Je me propose d'ailleurs d'en saisir le Conseil des ministres afin que celui-ci puisse en délibérer ». Avec une phrase pareille, on voit tout de suite que c'était Lucien Paye qui, effectivement, allait être l'ambassadeur. Mais le Général, très respectueux du mécanisme des institutions, même devant le petit chargé d'affaires que j'étais, avait eu la précaution de bien dire qu'il allait proposer le nom de Lucien Paye au Conseil des ministres, et que c'est celui-ci qui allait en délibérer. Il était très soucieux, à chaque occasion, de respecter les procédures normales et les termes de la Constitution.

Pourquoi avez-vous été choisi ? Quelle était, à l'époque, votre expérience des affaires chinoises ?

Les nominations de ce genre sont souvent, au ministère des Affaires étrangères, dues au hasard. Je crois que c'est le seul hasard qui a présidé à ce choix. J'avais passé toute mon enfance à Pékin avec mon père et j'avais par voie de conséquence quelques notions de chinois. Je dis « quelques notions », car évidemment à l'époque, on disait que je parlais bien le chinois, ce qui était une erreur tout à fait manifeste. Mais enfin il s'est trouvé que j'ai réappris le chinois, naturellement beaucoup plus vite que d'autres ne l'apprennent, et que au bout de deux ou trois mois, je pouvais en effet naviguer dans cette langue, dite impossible, mais qui quand on l'apprend dans son enfance ne paraît pas offrir de difficulté particulières.

Sur place, à Pékin, comment s'est déroulée votre mission ? Dans quel climat ? Quelle situation avez-vous trouvée en Chine ? Quel a été l'accueil des responsables chinois ? Et quelle perception avaient-ils de la personne et de la politique du général de Gaulle ?

A mon départ de Paris, j'avais été reçu par le directeur politique, Jacques de Beaumarchais. Et celui-ci s'était rendu, sur l'instruction du ministre, à Berne pour y rencontrer l'ambassadeur de Chine qui était, puisque nous n'avions pas de relations diplomatiques avec eux, celui qui était le plus proche pour échanger des vues à ce sujet. J'ai donc été reçu par Jacques de Beaumarchais, qui a pris beaucoup de précautions oratoires car il m'a dit : « Je suis revenu, un peu les mains vides et je ne peux guère vous rassurer sur les conditions dans lesquelles vous arriverez à Pékin. En ce qui concerne votre collègue chinois qui viendra à Paris, nous ferons ce qu'il convient pour qu'il se trouve bien et j'ai pensé que, effectivement en arrivant à Pékin, eh ! bien mon Dieu, les autorités chinoises vous ménageront les facilités nécessaires à l'exercice de votre fonction ».

Nous étions cinq, avec Jean Gory qui était lui aussi sinisant et qui parlait très bien le chinois ; il y avait également un chiffreur, un attaché administratif et son épouse qui servait de secrétaire à ce premier détachement, précurseur de l'ambassade. Nous avons été logés à l'hôtel de Pékin, qui est le meilleur hôtel qu'on peut trouver et nous avons été très bien reçus. Nous n'avions naturellement pas de coffre et, par conséquent, nous avons nos archives dans une valise que nous prenions avec nous quand nous allions déjeuner, quand nous allions dîner, quand nous allions même dans une réception. Nous faisons d'ailleurs l'amusement des missions diplomatiques qui se trouvaient à Pékin, qui disaient : « Tiens ! Voilà la délégation française et son coffre-fort. » Et nous posons en effet la valise et nos documents à côté de nous.

Sur le fond, il est clair que les autorités chinoises avaient été très sensibles à la décision prise,

à la décision commune qui avait été prise par le général de Gaulle et Mao Tsê-tung à l'époque. Elle s'est manifestée, non pas à mon égard, mais à l'égard du représentant du Général par deux faits. D'une part, j'ai été reçu par le ministre des Affaires étrangères, le maréchal Chen Yi, le surlendemain matin de mon arrivée, ce qui est un geste assez rare, il faut bien le reconnaître. Et si nous n'avions pas encore beaucoup de sujets politiques à aborder puisque je venais d'arriver, du moins m'a-t-il exprimé aussitôt la satisfaction du gouvernement de la République populaire de voir s'établir entre les deux pays des relations diplomatiques normales. Nous avons naturellement échangé des vues de caractère personnel sur mon enfance, sur ma première réaction à mon retour à Pékin ; j'ai été reçu aussi bien qu'on pouvait l'être. Et puis, dans les 15 jours qui ont suivi, et à l'improviste, comme d'habitude, j'ai été reçu par le secrétaire général du parti communiste chinois, personnage considérable qui était Deng Xiaoping à l'époque. Je me souviens très bien de cet entretien puisque après m'avoir exprimé effectivement, lui aussi sa satisfaction de la reprise des relations diplomatiques entre les deux Etats, il m'a dit, je dirais presque en passant, à la manière chinoise, comme s'il oubliait de parler d'un détail, « Dites au général de Gaulle que, il y a déjà longtemps, nous avons décidé que nous marcherions nus s'il le fallait mais que nous aurions une bombe atomique et que nous avons l'intention de la faire exploser avant la fin de l'année. »

A qui rendiez-vous compte de votre mission ? Quels étaient vos interlocuteurs en France ?

Normalement, je rendais compte au ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville. Il m'avait reçu également avant mon départ pour Pékin, et je lui avais naturellement rapporté, puisque il ne me paraissait pas qu'il y avait de caractère secret à ces propos, le résumé des instructions et des vues du général de Gaulle. A la fin de l'entretien, il m'a demandé s'il pouvait faire quelque chose pour moi, ce qui était une preuve du soin qu'il apportait à l'exercice de cette mission. Et je lui ai demandé son indulgence, en lui disant que j'arrivais, n'ayant guère d'outils à ma disposition comme nous étions peu nombreux, que je n'y connaissais rien, que nous allions à l'hôtel, que nous n'avions pas de bureau, que nous n'avions pas d'archives, et que par conséquent, nous n'avions guère les moyens habituels du travail d'une ambassade. On reconnaîtra sans doute le ministre des Affaires étrangères qu'il était, son sens aigu des réalités, quand il m'a répondu : « Oh ! Mon cher ami. Mais nous n'attendons rien. Commencez déjà par vous installer, ce sera une très bonne chose. Ensuite, que vous trouviez un immeuble digne d'une représentation française, que vous preniez les voies et moyens pour que l'ambassadeur, quand il arrivera, trouve un minimum de moyens d'action, ce sera déjà très bien. Quant à savoir ce qui se passe en Chine, et avoir des rapports de vous, je n'attends rien. D'ailleurs qui sait si on saura un jour ce qui se passe en Chine ».

Combien de temps a duré cette mission ? Et pendant sa durée, quels ont été vos principales initiatives et vos souvenirs marquants pendant cette période ?

Je suis resté seul trois mois en qualité de chargé d'affaires, et la besogne essentielle était de préparer l'arrivée de l'ambassadeur. Car en fait, c'est l'ambassadeur qui compte et j'étais bien conscient que ce que j'avais à faire était surtout de caractère pratique.

Qu'avez-vous pensé de la nomination de Monsieur Lucien Paye ? Et comment les choses se sont-elles passées à son arrivée ?

Lucien Paye était un arabophone. Il avait fait pratiquement toute sa carrière en Afrique du Nord et naturellement en France où il avait été ministre de l'Education nationale. Et j'ai donc vu arriver un homme que je ne connaissais pas et que je n'avais jamais. Je me suis parfaitement entendu avec lui pendant les deux ans et demi que j'ai passés auprès de lui. Il avait pris sa mission avec beaucoup de sérieux, beaucoup de cœur, beaucoup d'intelligence.

Et cet arabophone, peu préparé aux pays asiatiques, dès le lendemain de son arrivée, s'était mis à apprendre le chinois. Au bout de deux ans ou trois ans, c'était un ambassadeur qui était en mesure de lire les éditoriaux du Quotidien du Peuple, et qui par conséquent avait quand même un accès de premier rang à la vie politique chinoise. Il ne faut pas oublier aussi qu'à l'époque la Chine représentait un milieu extrêmement fermé, beaucoup plus que maintenant. On avait l'impression quand on était à Pékin, d'être dans un satellite. On tournait autour d'un monde dont on était tout à fait séparé, c'était un monde en lui-même. La télévision, pratiquement n'existait pas. La radio ne diffusait que les nouvelles chinoises, il y avait pratiquement aucune nouvelle venant de l'étranger qui ne soit pas contrôlée par les autorités chinoises. Et les déplacements étaient, comme dans tous les pays dits socialistes à l'époque, strictement contrôlés ; nous ne pouvions nous déplacer que dans un rayon de 25 km autour de Pékin, avec deux exceptions : l'aéroport qui se trouvait à 32 km et la grande muraille qui se trouvait être un peu plus loin. Et nous en avions l'autorisation à condition de ne pas s'arrêter en route et simplement de faire l'aller-retour. Il est donc assez difficile dans de telles conditions de pouvoir avoir une vue raisonnable de la réalité chinoise...

Voyez-vous d'autres points qui mériteraient d'être développés ?

En fait, on se rend compte que c'est le général de Gaulle et lui seul qui a réfléchi à cette affaire, qui a pris les décisions et qui a effectivement tourné une page, non seulement pour la France mais même pour le monde. Une page politique nouvelle, bien qu'il y ait eu à Pékin, à l'époque, un certain nombre de pays représentés de longue date : la Grande-Bretagne avait un chargé d'affaires, la Norvège, la Suède et la Finlande avaient des ambassadeurs à Pékin ainsi que la Suisse. Mais, comme vous le voyez, ça se compte sur les doigts d'une main. Cette décision politique a ouvert la voie, a ouvert les yeux, sûrement, et a changé radicalement la position de l'ensemble du monde occidental à l'égard de la Chine.

Des Etats-Unis en particulier.

Des Etats-Unis en particulier. Sûrement. Les réactions ont d'abord été naturellement extrêmement vives, extrêmement contraires. Certains y ont vu une espèce de trahison du monde occidental. Et même des pays aussi proches que l'Italie ou l'Espagne ont fait preuve d'une incompréhension totale à l'époque.

Ce qui est certain c'était ce que les Chinois renaient en tout premier lieu de la politique du général de Gaulle, c'était l'esprit d'indépendance de la République française conduite par le Général.